



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 12– 23 mars 2022

En bref

La Banque du Mexique (Banxico) a décidé de relever le taux d'intérêt directeur de 50 points de base jeudi 24 mars, portant ce dernier à 6,5%, contre 6% précédemment. Il s'agit de la septième augmentation consécutive du taux directeur. Cette augmentation est conforme aux attentes des marchés, en raison de la persistance des pressions inflationnistes. En effet, au cours de la première moitié du mois de mars, le niveau général des prix a affiché une augmentation annuelle de 7,29%, soit 25 quinzaines au-dessus de la fourchette cible fixée par la Banque du Mexique, qui est de 3 % (+/- 1%).

LE CHIFFRE À RETENIR

+7,29%

L'inflation sur la première quinzaine de mars 2022.

Zoom sur

Le conflit en Ukraine aura un impact sur la situation économique centraméricaine. Selon une étude du Conseil monétaire centraméricain, la pression inflationniste due à la hausse des cours des matières premières représente le principal risque pour la région. Alors que l'inflation moyenne annuelle des pays centraméricains et de la République dominicaine était de 2,7% sur les cinq dernières années, celle-ci atteint 5,8% à fin janvier 2022. Après avoir vu la Fed relever ses taux directeurs, certaines Banques centrales (Costa Rica et République dominicaine) ont décidé d'emboîter le pas. Les autres pays ont quant à eux adopté des mesures plus modestes de réduction des dépenses de programmes de réactivation économique. L'étude de l'organisme régional

conclut à une inflation 2022 estimée à 8,7% pour la région Amérique centrale et République dominicaine contre 5,7% pour 2021.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 23 mars, le Mexique enregistrait 322 119 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit + 0,2 % en une semaine. 5 636 054 cas confirmés ont été enregistrés (+0,4 % en une semaine). Au 23 mars, 66,3 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

2 FINANCES PUBLIQUES

Pour la deuxième semaine consécutive, les automobilistes mexicains ne paieront pas l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) sur l'essence, le ministère des finances ayant de nouveau octroyé une subvention fiscale de 100%. L'accord, publié vendredi dans le Journal officiel de la Fédération (DOF), ajoute également que les subventions complémentaires pour les carburants vendus dans le pays seront les suivantes: Magna : 2,08 MXN, Prime : 1,30 MXN Diesel : 2,10 MXN.

3 ECONOMIE

L'indicateur ponctuel d'activité économique de l'INEGI a enregistré une progression de + 0,3% g.m. en février 2022. Il s'agit du quatrième mois consécutif de hausse, illustrant une meilleure performance de l'économie en ce début d'année. En comparaison annuelle, l'indicateur a

enregistré une hausse de 2,8%, sa meilleure performance en six mois. Aussi, l'économie a résisté à l'impact du nouveau variant omicron. Toutefois, selon les experts, l'économie continuerait d'être affectée par les pressions sur les prix dans les prochains mois.

La hausse de l'inflation ralentit et s'établit à 7,29% g.a. sur la première moitié du mois de mars, selon l'INEGI. Elle a décéléré au cours de la deuxième quinzaine du mois de février, le taux d'inflation étant de 7,34%. Au sein de l'inflation secondaire, les fruits et légumes ont fait pression sur l'accélération de l'indice, puisqu'ils ont enregistré une augmentation annuelle de 20,11 %. Par exemple, les avocats affichent désormais un prix moyen sur les marchés et dans les centres d'approvisionnement centraux de 63,54 MXN/Kg en mars, selon le Système national d'information et d'intégration des marchés (SNIIM). Cela représente une augmentation de 12,0% du prix par rapport à la moyenne de février et de 81,7% par rapport à mars de l'année dernière. Par rapport à mars 2019 (31,6 MXN/Kg), le prix a déjà doublé. L'avocat est l'un des produits agricoles les plus durement touché par l'inflation. En février, il s'est classé au troisième rang des produits les plus chers dans l'indice des fruits et légumes. L'Inegi a également souligné que les produits génériques dont la variation des prix a le plus augmenté sont le gaz domestique LP (3,74%), l'essence à faible indice d'octane (1,25%), le transport aérien (24,86%), l'électricité (1,73%) et les oignons (8,41%).

Le MXN atteint son meilleur niveau en 5 mois. Il atteint désormais 20,1876 MXN/USD, accumulant ainsi une appréciation de 5,3% par

rapport au pic de 21,3327 MXN/USD qui avait été atteint le 8 mars dernier. Les mouvements de change du MXN par rapport à l'USD sont notamment dû aux préoccupations liées à la guerre entre l'Ukraine et la Russie et la hausse des prix du pétrole.

Le Mexique maintiendrait ses exportations de pétrole brut à environ 1 M de barils par jour pour profiter du récent rebond des prix, retardant temporairement le projet du président Andres Manuel Lopez Obrador de les réduire de moitié dans le cadre de son objectif d'autosuffisance énergétique. Le gouvernement examine comment utiliser les excédents provenant du récent rebond des prix internationaux du brut pour subventionner la hausse des coûts de l'essence dans le pays.

La guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine pourrait avoir un impact négatif sur le centre-nord du pays, en raison de coûts de production plus élevés, selon Banxico. Les entreprises pourraient être confrontées à des coûts de production plus élevés suite à la hausse des prix des matières premières, en particulier dans les régions spécialisées dans la production agro-industrielle, comme le centre-nord, ou encore à de nouvelles perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, qui affecteraient davantage les régions du nord et du centre. Au contraire, le Sud pourrait profiter des prix élevés de l'énergie, puisque ces dernières semaines, le prix du baril de pétrole a dépassé 130 dollars.

Le groupe d'experts qui résoudra le différend entre le Mexique et les États-Unis sur les règles d'origine des automobiles dans le cadre du T-MEC a été mis en place. Il se composera d'Elbio Rosseli (président), représentant permanent de l'Uruguay auprès des Nations Unis, Ann Ryan Robertson, nommée par le Mexique et associée du cabinet d'avocats international Locke Lord,

Kathleen Claussen, désignée par le Canada et professeure de droit à l'Université de Miami, Jorge Miranda, nommé par les États-Unis, conseiller en commerce international pour le Cabinet Cassidy Levy Kent, et Donald McRae, nommé par les États-Unis et professeur de droit des affaires et du commerce à l'Université d'Ottawa. Le panel devra soumettre un rapport préliminaire de sa décision au plus tard dans 150 jours. Si les panélistes déterminent qu'il y a eu violation du traité, les parties concernées auront 45 jours après la publication du rapport final pour convenir d'une solution au différend.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Lundi 21 mars a été inauguré l'aéroport international Felipe Angeles (AIFA), à Santa Lucia, dans l'Etat de Mexico. Il s'agit d'un des chantiers majeurs du mandat du président Andrés Manuel Lopez Obrador. L'objectif initial du projet était de soulager la saturation de l'actuel aéroport international de la ville de Mexico. Pour rappel, ce projet initié par l'ancien président Enrique Peña Nieto, devait initialement être construit sur les terrains du lac Texcoco et s'appeler aéroport international du Mexique (NAIM). Bien que le gouvernement ait présenté des options de transfert, par le biais de bus, l'AIFA manque de connectivité notamment via un métro. Dans sa première phase, prévue pour 2036, ce nouvel aéroport pourrait accueillir 19,5 M de passagers. Toutefois, pour l'instant, les opérations au terminal Felipe Angeles ne seront assurées que par 4 compagnies aériennes, dont une en provenance du Venezuela. Copa Airlines et Delta Airlines s'y ajouteront avec des vols vers les États-Unis, à partir du second semestre de cette année.

Indicateur	Variation depuis le 16/03/22	Variation sur un an glissant	Niveau 16/03/2022
------------	------------------------------	------------------------------	-------------------

Bourse (IPC)	+3,26%	+18,1%	55 154,68 points
Taux de change USD/MXN	-3,30%	-3,66%	20,22
Taux de change EUR/ MXN	-2,28%	-10,42%	22,25
Prix du baril mexicain	+16,00%	+99,08%	107,03

secteurs. Les exportations de biens atteignent les 2,4 Mds USD sur les deux premiers mois 2022, correspondant à une augmentation de 15% par rapport à la même période 2021. Les équipements médicaux reste le principal poste des exportations, avec une participation de 34%. Suivent les produits agricoles, avec une participation de 20% aux exportations, ainsi que les produits alimentaires dont les exportations ont augmenté en 2022 de 25%. Ces chiffres témoignent de la diversification du marché costaricien, ayant une importante offre à l'export selon Procomer.

Amérique centrale

1. Région

Les trois pays du Triangle nord à trois des quatre dernières places d'Amérique latine en termes de lutte contre la corruption. Le rapport, élaboré par le cercle de pensées américain Vance Center, met en exergue la faiblesse de la lutte contre la corruption des autorités publiques guatémaltèques, avant-dernier pays du continent devant le Venezuela. L'entité conclut que le gouvernement actuel n'a démontré aucune volonté politique et législative de combattre la corruption. A El Salvador, l'absence de Commission contre la corruption de l'ONU et la légalisation du Bitcoin ont affaibli la capacité du pays à lutter contre ce fléau. Enfin au Honduras, le cadre juridique faible et le manque de volonté politique placent le pays 15^{ème}/17 d'Amérique latine.

2. Costa Rica

Les exportations de biens augmentent de 15% en février avec un dynamisme pour l'ensemble des

Le Costa Rica est l'un des pays de la région centre-Amérique pour lequel les taxes sur les carburants sont les plus élevées. Au prix de 1,27 USD le litre d'essence, le Gouvernement costaricien rajoute 0,4 centimes d'impôts, soit la taxe sur le carburant la plus élevée de la région. Dans un contexte de hausse des prix des carburants, beaucoup réclament de la part du Gouvernement des mesures d'allègements fiscaux afin de pallier à cette augmentation du prix à la pompe. En revanche, les autorités costariciennes semblent avoir fait le choix de faire supporter la hausse des prix du pétrole sur les distributeurs et stations essence. Un projet de loi actuellement en cours de lecture par l'Assemblée Nationale, propose en effet de réduire temporairement de 25% le bénéfice des distributeurs et transporteurs d'hydrocarbures afin de soulager le pouvoir d'achat des costariciens. Ce projet de loi attire toutes les critiques, notamment des représentants des pompistes, qui accusent le Gouvernement de vouloir confisquer une partie de leurs revenus et alertent sur les conséquences d'une telle mesure, à savoir, de nombreux licenciements dans un contexte où le taux de chômage est déjà élevé (13%).

3. El Salvador

La crypto-obligation en Bitcoin d'1 Md USD sera émise par l'entreprise étatique d'énergie thermique La Geo. Cette manœuvre permettra au gouvernement central de s'exonérer de cette

nouvelle obligation qui n'ira pas dans les comptes de l'Etat, déjà très fragiles. Certains économistes mettent en avant l'impossibilité financière pour La Geo de rembourser cette nouvelle dette, alors que le paiement des intérêts représenterait la moitié des revenus annuels de l'entité. L'obligation, initialement annoncée pour atteindre 1 Md USD avec un taux d'intérêt de 6,5% à horizon 10 ans, pourrait augmenter de 500 MUSD selon le Ministre des finances suite à des promesses de souscriptions. Aucune date d'émission n'a pour l'instant été annoncée.

4. Guatemala

Le déficit fiscal estimé pour l'exercice 2022 atteint 3,5%. Initialement prévu à 2,9% pour l'année 2022, l'augmentation du budget de 415 MUSD du ministère des Communications et les subventions de l'essence et du gaz pour 100 MUSD devraient aggraver le déficit. Le ministère des finances a précisé que ces hausses de dépenses seraient financées par la collecte fiscale et non une hausse de la dette. La Chambre de commerce et plusieurs voix de la société civile ont indiqué leur souhait de voir la loi abrogée arguant que la loi manque de transparence sur la destination des fonds et qu'elle se concentre sur l'entretien de routes déjà existantes et non la construction de nouvelles routes.

5. Honduras

Le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires économiques, énergétiques et commerciales américain a appelé au sauvetage de la Compagnie nationale d'électricité ENEE. Le diplomate américain a notamment émis la possibilité de recourir aux Partenariats publics privés pour développer des projets de production d'électricité renouvelable notamment. Les Etats-Unis ont par ailleurs soutenu la possibilité d'une aide du FMI pour

restructurer la dette de la compagnie publique, atteignant 2,5 Mds USD à fin 2021.

6. Nicaragua

Selon les chiffres officiels, l'économie nicaraguayenne a augmenté de 10,3% en 2021. C'est la première hausse du PIB depuis la crise sociale et politique de 2018. Le rebond économique du pays a été particulièrement marqué dans les secteurs miniers (+41% d'activité), de la construction (+36%) et du commerce (+16%). L'inflation à fin 2021 a quant à elle atteint entre 5 et 6%. La Banque centrale précise par ailleurs une première estimation de croissance pour 2022 atteignant entre 3,5% et 4,5%.

7. Panama

Une renégociation prochaine du traité de libre-échange avec la Chine? Suite à la demande du Gouvernement panaméen de réviser les termes et conditions du Traité de Promotion Commerciale (TPC) avec les Etats-Unis, beaucoup se demande si en cas de refus de la part des américains de renégocier le traité, les panaméens ne se tourneraient-ils pas vers la Chine en reprenant les négociations du traité de libre-échange, en suspens depuis quelques années. A cette question, le Ministre du Commerce et des Industries, Ramon Martinez, répond par la négative, en soulignant que les Etats-Unis sont pour le Panama le principal partenaire socio-économique. Interrogé sur les négociations commerciales avec la Chine, le Ministre rappelle que les négociations se sont arrêtées sous la présidence Varela et que depuis, elles n'ont pas repris. Le Gouvernement Cortizo a préféré se focaliser sur le développement du secteur productif panaméen, laissant de côté les négociations commerciales. Reprendre les négociations avec la Chine n'est donc pas d'actualité selon le Ministre.

Diminution du fret maritime ? L'augmentation des coûts du transport maritime a commencé en 2020, suite à la pandémie de COVID-19, et s'est ensuite intensifiée en 2021 compte tenu de la crise logistique mondiale. A une échelle locale, le fret d'un conteneur, qui était auparavant de 2000 USD, a été triplé, voir quadruplé. Depuis janvier dernier, l'indice du marché international du fret maritime nous signale une diminution de 3% des coûts du transport, diminution qui pour autant, ne se reflète pas sur le marché local de transport maritime panaméen. Selon l'Autorité Maritime de Panama, la cargaison locale est de 10% supérieure à celle enregistrée à la même époque en 2021, et la crise des conteneurs continue de paralyser le fret. Alors qu'en 2020, les coûts du transport maritime étaient en moyenne de 1500 USD, aujourd'hui, pour certaines routes, ils peuvent atteindre jusqu'à 16 000 USD (Chine-côte ouest des Etats-Unis). Ces coûts élevés affectent tant les exportations que les importations, et engendrent automatiquement une augmentation des prix des produits finis, impactant les consommateurs.

Le conflit en Ukraine défie la sécurité alimentaire panaméenne. La hausse des prix des engrais, qui s'ajoute à l'augmentation des prix des combustibles, aura un impact sur l'agriculture panaméenne. Bien que l'association nationale de l'agriculture garantisse la disponibilité d'engrais suffisants pour la récolte de l'année 2022, notamment par l'approvisionnement depuis le marché colombien, il n'en demeure pas moins que l'achat d'engrais pour les années suivantes sera problématique. Le prix de l'urée, fertilisant de base, a par exemple triplé ces derniers jours pour atteindre 850 USD la tonne. Par ailleurs, l'approvisionnement de matières premières alimentaires, notamment de céréales, devient également de plus en plus compliqué, risquant de peser sur la rentabilité de la production panaméenne. A titre d'exemple, la Cerveceria Nacional avait pour intention d'importer 100% de l'orge dont elle nécessite depuis la Russie, néanmoins le conflit en Ukraine a compliqué l'approvisionnement, si bien que la brasserie s'est tournée vers un fournisseur colombien, plus cher. La pandémie de COVID a mis en évidence

l'importance de la stabilité alimentaire ainsi que de la fluidité de la chaîne logistique de l'approvisionnement des marchandises afin d'éviter une hausse des prix des produits finis. Le conflit en Europe met aujourd'hui au défi les producteurs panaméens de trouver de nouvelles alternatives, notamment en diversifiant leurs approvisionnements, dans le but de garder une activité rentable et compétitive. Rappelons que la Russie et l'Ukraine jouent un rôle important dans la production et l'approvisionnement alimentaires au niveau mondial : à eux deux, ils représentent près de 19% de l'approvisionnement mondial d'orge, 14% de l'approvisionnement mondial de blé et 4% pour le maïs, soit 1/3 des exportations mondiales de céréales. Le Ministre de l'agriculture souligne néanmoins que la plupart des intrants agricoles proviennent des Etats-Unis, si bien qu'il n'envisage pas une crise de l'approvisionnement en matières premières agricoles.

Suspension temporaire de l'impôt sur les carburants dans de nombreux pays de la région centre-Amérique, que fait Panama ? Alors que de nombreux pays centre-américains ont pris la décision de suspendre temporairement les taxes sur les carburants afin de ne pas trop augmenter le prix à la pompe pour la population, le Panama de son côté étudie la solution. Il faut savoir que le Panama est l'un des pays de la région ayant l'impôt sur les carburants le plus faible. Pour l'heure, le Panama a fait le choix en novembre 2021, non pas de baisser ou suspendre l'impôt sur les carburants, mais de subventionner l'achat de combustibles par les transporteurs. Néanmoins aujourd'hui, la population panaméenne réclame une suspension des taxes sur les carburants. Le Secrétaire Général à l'énergie, Rivera Staff, rappelle que le prix du carburant est fixé tous les 15 jours par le Gouvernement, et fluctue en fonction du prix à l'importation, qui représente environ 80% du prix à la pompe, les autres 20% étant fixes depuis 2018 (impôt, prix du transport local, marges de stations essence). Le Gouvernement prévoit pour les 15 jours prochains, non une réduction du prix à la pompe, mais bien une stabilisation de celui-ci, le but étant d'éviter de trop fortes fluctuations.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Lancement du projet d'amélioration de la résilience climatique par la mise en œuvre de solutions d'énergie renouvelable pour l'eau dans les communautés rurales vulnérables de la République dominicaine. Le projet financé par l'Union Européenne à hauteur de 650 000 EUR cible six communautés rurales dans les régions du nord et du sud du pays, et devrait toucher plus de 4 000 personnes et 10 000 autres indirectement. Dans les communautés de Padre Las Casas et Bohechío, dans le sud de l'île, le projet apportera de l'eau aux petits agriculteurs qui n'ont pas accès à des systèmes d'irrigation. Tandis que dans les quatre autres communautés de Loma de Jacagua à Santiago, Yamasá à Monte Plata, El Firme dans la province de Duarte et La Guázara à Barahona, il permettra l'accès à l'eau potable de la population.

Le président de la République dominicaine Luis Abinader a présenté le 17 mars deux projets de loi visant à mettre à jour le titre I du Code des impôts et lancer la facturation électronique. Le titre I du code des impôts concerne les principes et les règles générales qui deviendraient plus favorables aux contribuables. Parallèlement, le gouvernement a lancé la facturation électronique à travers un outil technologique fourni par la DGII pour émettre et recevoir des reçus fiscaux électroniques.

La Banque centrale de la République dominicaine a organisé la huitième Semaine économique et financière. Plus de 60 activités sont proposées sur cinq journées, au cours desquelles les participants pourront profiter de conférences et d'ateliers offerts gratuitement par les 35 institutions participantes. Point d'orgue de cette semaine, la cérémonie de remise des prix du concours académique « Économistes du futur », organisé par la BCRD

qui donne l'occasion aux étudiants dominicains en dernière année de lycée de montrer leurs compétences dans la résolution des questions économiques et financières.

2. Cuba

Bilan des entreprises publiques en 2021: l'agriculture enregistre de pertes qui se chiffrent en millions d'euros. A la suite de la mise en place de la réunification monétaire, une partie importante des entreprises publiques a fait état de pertes. Une annonce faite par le Ministre cubain des Finances et des Prix, Alejandro Gil, a dévoilé que 457 entreprises (soit 26% de celles ayant publié leurs résultats), **dont 446 entreprises d'Etat, ont enregistré des pertes fin janvier 2022.** Malgré son importance, ce chiffre représente une baisse de 10% par rapport aux entreprises enregistrant de résultats négatifs en 2021. D'après les chiffres publiés, 93% des entreprises publiques en déficit sont concentrées dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie sucrière, l'industrie alimentaire, la construction et le transport. Les autorités du Ministère de l'Agriculture ont confirmé que leur activité concentre la plupart des entreprises d'état en difficulté économique, avec **180 entreprises** ayant présenté un bilan déficitaire fin 2021 et des **pertes estimées à plus de 9 Mds de pesos (334 M€).** D'après le rapport présenté par le Ministre, 48 établissements ont eu des pertes « planifiées » dans le cadre de la réforme monétaire tandis que celles de 132 entreprises n'avaient pas été anticipées. Il a également indiqué que sur les 10 principaux postes d'exportation, 6 d'entre eux (notamment la viande de bœuf, la tomate, le tabac et le miel), n'atteignent pas leurs objectifs de production. Le Groupe d'entreprises agricoles (GAG) a par ailleurs confirmé la fermeture de près de 350 de ses établissements (passant de 500 à 150 actuellement), compte tenu de leur faible productivité.



Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 23/03/2022</i>	Pourcentage de la population complètement vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	832 966 <i>Décès : 8 261</i>	78,01%
Cuba	1 083 691 <i>Décès : 8 508</i>	87,38%
Guatemala	820 477 <i>Décès : 17 258</i>	35,47%
Haïti	30 511 <i>Décès : 827</i>	0,97%
Honduras	418 492 <i>Décès : 10 869</i>	47,75%
Jamaïque	128 594 <i>Décès : 2 872</i>	22,71%
Nicaragua	18 365 <i>Décès : 228</i>	62,85%
Panama	762 394 <i>Décès : 8 159</i>	70,92%
El Salvador	161 052 <i>Décès : 4 114</i>	66,31%
République dominicaine	577 476 <i>Décès : 4 375</i>	55,02%

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>